

Réforme de la fonction publique - Le chef de l'Etat prône une réforme « juste », y compris pour les fonctionnaires

Nicolas Sarkozy a affirmé qu'il voulait faire la réforme des retraites aussi bien pour le public que pour le privé, et la faire "de façon juste", y compris pour les fonctionnaires, le 2 mars 2010 à Laon (Aisne).

Lors d'une table ronde qui clôturait un déplacement à Laon destiné à évoquer « l'avenir de la fonction publique », Nicolas Sarkozy a réaffirmé qu'il souhaitait garder « le régime de retraite par répartition ».

Je n'accepterai pas un changement structurel de notre système de retraite. Les histoires de capitalisation, ça peut être éventuellement un complément mais notre régime de retraite, c'est la solidarité entre les générations, a-t-il dit.

Je ne serai pas le président qui fait la réforme des retraites pour le privé et pas pour le public, a-t-il ajouté, tout en reconnaissant la spécificité du service public, où le taux de retraite est calculé sur les six derniers mois travaillés, contre les 25 dernières années pour les salariés du privé.

Selon Nicolas Sarkozy, la réforme vaudra pour tout le monde, les 22 millions de salariés du privé et les cinq millions de salariés du public. Est-ce à dire qu'il ne faut pas tenir compte de vos spécificités ? Certes non, a-t-il lancé aux fonctionnaires qui participaient également à la table ronde.

Certains protestent contre - entre guillemets - cette spécificité des fonctionnaires, mais je rappelle que les primes ne sont pas dans le calcul des six derniers mois. Donc, on mettra tout sur la table. Je veillerai à ce que ce soit juste, a-t-il insisté.

Je ferai la réforme des retraites mais je la ferai de façon juste et dans mon esprit ça concerne les fonctionnaires aussi. Je ne ferai pas les choses derrière le rideau, les Français auront tous les éléments et ils jugeront. Et on verra alors ceux qui prendront leurs responsabilités devant les Français, on verra ceux qui diront : « Dormez tranquille, il n'y a pas de risque, il ne faut rien faire ». Je ne serai pas de ceux-là, a-t-il ajouté.

Alors qu'un projet de loi sur les retraites doit être déposé au Parlement début septembre, cinq syndicats ont annoncé une journée d'action le 23 mars, portant sur les retraites, mais aussi sur l'emploi, le pouvoir d'achat et les services publics.

Les partis de gauche ont mis en garde le chef de l'Etat contre tout passage « en force » et contre « un simulacre de concertation » sur les retraites. Le Parti socialiste, notamment, s'est prononcé contre un recul du départ à la retraite après 60 ans.

Nicolas Sarkozy n'a jusque-là pas dévoilé ses intentions, mais plusieurs ministres ont laissé entendre que le gouvernement privilégie deux pistes :

1. le recul de l'âge légal de départ en retraite
2. ou/et l'allongement de la durée d'activité.

Journée d'action le 23 mars

Alors qu'un projet de loi sur les retraites doit être déposé au Parlement début septembre, cinq syndicats ont annoncé une journée d'action le 23 mars, portant sur les retraites, mais aussi sur l'emploi, le pouvoir d'achat et les services publics.

Soyez fiers d'être fonctionnaires !

Tels ont été les propos de Nicolas Sarkozy aux personnels de la mairie de Laon, où il est venu visiter le service des passeports biométriques. *On ne parle pas bien des fonctionnaires. On ne respecte pas assez vos compétences. On ignore les difficultés qui sont les vôtres, a-t-il affirmé.*

Hier (lundi), j'étais dans deux départements martyrisés par la tempête. Je peux vous dire qu'en Vendée et en Charente-Maritime, ils comprennent ce que ça veut dire, des services publics disponibles quand il y a un problème, a-t-il déclaré.

Inquiétudes face à la RGPP

Alors que les fonctionnaires sont inquiets face à la suppression d'emplois (non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite), la poursuite de la RGPP (révision générale des politiques publiques) avec la fusion de certains services, la réforme de la mobilité ou celle de la retraite, le chef de l'Etat a voulu se montrer rassurant.

Sur la question de la mobilité, le président a dit :
la polémique qu'il y a eu (sur cette question) est effrayante de mauvaise foi
Aujourd'hui, quelqu'un dont le poste est supprimé n'a aucune protection. Ce que nous avons mis en place, c'est un système où il y aura trois propositions qui tiennent compte de votre famille, de l'endroit où vous habitez, de vos compétences. C'est beaucoup plus protecteur. Moi, je souhaite davantage de mobilité, a-t-il conclu.

Entre ses deux discours, Nicolas Sarkozy a eu l'occasion, fait inhabituel, de prendre un bain de foule d'une demi-heure. Grâce à un dispositif policier très allégé, une foule nombreuse s'est pressée à la rencontre du chef de l'Etat, pour lui parler et le photographier.

Le PS a qualifié la visite d' »exercice d'autosatisfaction » de Nicolas Sarkozy et réclamé une nouvelle fois « l'arrêt de la politique de non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux ».

Avec l'AFP | 02/03/2010 | Publié dans : A la une - France Source la gazette

unapm